



R. DATI ET LE GOUVERNEMENT ORGANISENT UN PLAN SOCIAL POUR NOS PROFESSIONS !

Les député-es du centre, de droite et de l'extrême droite à l'Assemblée Nationale ont rejeté la partie « recettes » du projet de Loi de finances 2025 (PLF) le 12 novembre dernier. Ils choisissent en conscience d'assumer de défendre le texte du gouvernement - qui est désormais examiné au Sénat- plutôt que de voter la création de nouvelles taxes pour les plus riches, qui auraient permis plus de justice budgétaire. Ce texte fait peser très largement des économies budgétaires sur les collectivités territoriales, les services publics et le secteur non-marchand. Nos secteurs ne sont pas épargnés, loin s'en faut, et les conséquences sociales vont être dramatiques. Personne ne sera épargné.

L'audiovisuel public sacrifié !

Le gouvernement et Rachida Dati prévoient une coupe de plus de 150 M€ sur l'audiovisuel public. Avec une telle trajectoire, toutes les directions des entreprises s'accordent à dire que les contrats d'objectifs et de moyens sont caducs et qu'avec de telles coupes « ils ne savent pas faire ». Un droit d'alerte économique a été déposé à France Télévisions, la crainte d'une saignée sociale dans les entreprises du service public est réelle et concrète. Ces coupes budgétaires sont inacceptables et contrairement à ce que Madame Dati se plaît à répéter, l'ensemble des organisations syndicales s'opposent à ces arbitrages iniques !

Budgets du service public du spectacle vivant et du secteur non-marchand à la machette !

Le gouvernement fait les poches aux collectivités territoriales et leur demande de faire réaliser 8,5 milliards de dépenses en moins. Déjà, de nombreuses collectivités anticipent la loi de finances et coupent allègrement les moyens alloués à la culture, au sport et au monde associatif, comme dans les Pays de la Loire. Les services publics du spectacle vivant, de l'enseignement artistique, les acteurs non-marchands sont gravement menacés. A cela s'ajoute une nouvelle baisse de près de 100 millions d'euros de crédits pour le ministère de la Culture dont nous ne connaissons pas le détail. La situation est plus qu'alarmante et les choix du gouvernement et de notre ministre de la Culture conduisent à tuer simplement le service public du spectacle, des opérateurs nationaux, qui ont déjà fait les frais des coupes budgétaires de février dernier jusqu'aux petites structures pour lesquelles nous sommes des dizaines de milliers à travailler. Si la ministre a annoncé qu'elle va réformer en profondeur la part individuelle du Pass Culture, nous continuons de demander un transfert de 100 millions de ses crédits vers le programme création, une mesure indispensable mais qui ne solutionnera pas en soit la saignée budgétaire des collectivités ! Le ministère appelle à chaque réunion à revoir le modèle du service public et le risque de privatisation est bien présent, au détriment des missions d'accessibilité des œuvres et d'émancipation qui sont celles, entre autres, du service public de la culture.

Le FONPEPS fragilisé!

Lors du bureau du Conseil National des Professions du Spectacle (CNPS), la Direction générale de la création artistique a tiré la sonnette d'alarme. Il ne reste plus suffisamment d'argent pour terminer l'année. Les demandes d'aides faites en décembre seront payées en janvier sur le budget 2025 et les aides du Fonds national pour l'emploi dans le spectacle (Fonpeps) s'arrêteront dans le meilleur des cas, faute de crédits, en septembre 2025 ! Alors que nombre de nos emplois sont déjà menacés par le contexte budgétaire évoqué ci-dessus, la remise en cause des aides FONPEPS, que la CGT spectacle avait obtenues par la lutte en 2016, se traduirait dans nos secteurs par un plan social massif qui ne dirait pas son nom.

R. Dati avait annoncé que pas un euro ne manquerait sur les territoires lors de la coupe budgétaire de février dernier. Force est de constater qu'elle ne tient pas ses promesses et que les choix de son gouvernement, qu'elle assume, nous précipitent vers la faillite !

Nos emplois sont menacés, la situation est inédite. Nous devons organiser la riposte ! Hier à Nantes, 5000 professionnel·les étaient mobilisé·es pour dénoncer la coupe budgétaire sans précédent mise en place par le Conseil Régional des Pays de la Loire et sa Présidente, Christelle Morançais. Cette mobilisation historique donne le La à la mobilisation nationale qui va s'étendre sur tous les territoires ces prochaines semaines!

La CGT Spectacle appelle les professionnel·les à s'organiser, à tenir des assemblées générales pour préparer massivement les journées de mobilisation des mois à venir :

- **5 décembre** : mobilisation nationale interprofessionnelle pour la défense des services publics et de l'industrie ;
- **19 décembre** : mobilisation nationale culture pour gagner le droit de vivre de nos métiers.

Paris, le 26/11/2024